

## FICHE DE RENSEIGNEMENTS CANDIDAT LOCATAIRE



04 68 81 06 44 04 68 95 94 50 info@agencedelagare.com www.agencedelagare.com

IDENTITÉ <sup>(1)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>
Nom		
Prénom		
Date de naissance		
ieu de naissance		
Nationalité		
	1	L
SITUATION DE FAMILLE <sup>(1)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>
Célibataire — Marié(e) — Séparé(e) — Veuf(v Concubin(e) — Pacsé(e) — Divorcé(e)	ve) –	
Enfant(s) à charge (nombre)		
Age du (ou des) enfant(s)		
N° d'allocataire permettant le versement aides au logement	t des	
Nombre total de personnes qui habitero ieux loués	ont les	
DOMICILE ACTUEL <sup>(1)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>
Adresse		
CP		
/ille		
<sup>-</sup> éléphone		
- fixe		
- portable		
Adresse e-mail		

PARAPHES

SITUATION PROFESSIONNELLE <sup>(1)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>
Profession		
Employeur (nom, adresse, adresse e-mail, téléphone)		
Date d'embauche		
Type de contrat (durée indéterminée – durée déterminée – intérim)		
RESSOURCES <sup>(1)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>
	Wiensiedly Widdeline	Wonstean, Wasanie
Salaire mensuel net	· <del></del>	
Allocations familiales mensuelles		
Autres revenus mensuels		
REVENU GLOBAL MENSUEL NET		
LOCATION (OBJET – CONDITIONS)		
CAUTION <sup>(1)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>	Monsieur/Madame <sup>(2)</sup>
☐ OUI <sup>(1)</sup> Indiquer le nom et le prénom		
⊠ NON		

PARAPHES

■ Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :  □ Carte nationale d'identité française ou étrangère. □ Passeport français ou étrangère. □ Permis de conduire français ou étrangère. □ Permis de conduire français ou étrangère. □ Permis de conduire français ou étrangère. □ Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de resortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. ■ Die seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants : □ Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et chargès. □ Altestation d'élection de domicille établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles. □ Autestation sur l'honneur de l'hebergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicille. □ Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale. □ Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essal. □ Extrait K ou k bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale. □ Extrait L o la original du registre des métres de moins de trois mois pour una varian. □ Copie du carefificat d'identification de l'insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant. □ Copie du carefificat d'identification de l'insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant. □ Copie du carefificat d'identification de l'insee, comportant les numéros d'identification de provise de la care professionnelle pour une profession librérale. □ C			
Carte nationale d'identité français ou étrangère.  □ Passeport français ou étrangèr. □ Permis de conduire français ou étrangèr. □ Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.  ■ Une sœule pièce justificative de domicilé parmi les documents suivants : □ Trois dernières quitainces de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges. □ Attestation d'élection de domicilé établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles. □ Attestation d'élection de demicilé établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles. □ Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale. □ Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants : □ Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai. □ Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour une entreprise commerciale. □ Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan. □ Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant. □ Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale. □ Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels. □ Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours. ■ Un ou plusieurs documents attestant des revenus merces d'imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire	ΡI	ÈCES À FOURNIR – JUSTIFICATIFS	
Passeport français ou étranger.     Permis de conduire français ou étranger.     Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.     Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :     Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.     Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.     Que te de la familles.			
■ Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :  □ Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.  □ Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.  □ Q Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.  □ Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.  ■ Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :  □ Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.  □ Extrait to u kou k bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.  □ Extrait to 1 original du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.  □ Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.  □ Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.  □ Toute pièce récente attestant de l'activité pour l'année en cours.  ■ Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :  □ Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt su aux impôts qui tennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.  □ Dustificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocati		<ul> <li>☑ Carte nationale d'identité française ou étrangère.</li> <li>☐ Passeport français ou étranger.</li> <li>☐ Permis de conduire français ou étranger.</li> <li>☐ Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte</li> </ul>	de
Trois dernieres quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.    Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.    Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :   On ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :   Ontrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.   Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.   Extrait C ou Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.   Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.   Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.   Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.   Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :   Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre État ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.   District de versement des indemnités de stage.   District de versement des indemnités de stage.   District de de versement des indemnités de stage.   District de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des	_		
Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.    Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.   Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.   Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.   Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.   Cotre d'étudiant ou certificat de l'activité pour l'année en cours.   Un ou plusieurs documents attestant de s'essources parmi les documents suivants :   Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.   Trois derniers bulletins de salaires.   Justificatif de versement des indemnités de stage.   Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour professions non salariées.   Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.   Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.   Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.   Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.   Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.	OU	<ul> <li>☑ Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que locataire est à jour de ses loyers et charges.</li> <li>☐ Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.</li> <li>☑ Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.</li> </ul>	le
Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.  Trois derniers bulletins de salaires.  Justificatif de versement des indemnités de stage.  Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour professions non salariées.  Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.  Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.  Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.  Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.  Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.	■ (	□ Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai. □ Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale. □ Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan. □ Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant. □ Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale. □ Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.	
Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.  Trois derniers bulletins de salaires.  Justificatif de versement des indemnités de stage.  Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour professions non salariées.  Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.  Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.  Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.  Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.  Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.	<b>.</b> .	In ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :	
Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour professions non salariées.  ☐ Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.  ☐ Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.  ☐ Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.  ☐ Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.  ☐ Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.  INFORMATIQUE ET LIBERTÉS — CONFIDENTIALITÉ		Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas é imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.	té
□ Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers. □ Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière. □ Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.  INFORMATIQUE ET LIBERTÉS — CONFIDENTIALITÉ	ΣL	Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour professions non salariées.  ☑ Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des	les
		☐ Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers. ☐ Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.	
	IN	FORMATIQUE ET LIBERTÉS – CONFIDENTIALITÉ	

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à vérifier la solvabilité du candidat locataire.

Les informations collectées ont un caractère confidentiel et sont réservées exclusivement au mandataire et au bailleur.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au mandataire.

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

## **NOTE**

- (1) A préciser pour chacun des candidats locataires.
- (2) Rayer la mention inutile.

Fait à Certifié exact

Monsieur/Madame (2) (Nom et prénom)

Monsieur/ Madame (2) (nom et prénom)